Pensez à l'avenir, changez le monde

À chaque nouvelle crise, politiques, entreprises et citoyens se focalisent souvent sur l'immédiat, au détriment d'objectifs sociaux, économiques ou de durabilité à long terme. Comment jeter les bases d'un avenir plus juste, plus durable et plus positif?

Au cours des quinze dernières années, nous avons eu l'impression de passer constamment d'une crise à l'autre. De la crise financière à la crise de la zone euro, de la crise des réfugiés au Brexit, des pandémies aux conflits armés en Europe. Au cours de la même période, la planète a battu un record historique de chaleur après l'autre. Et ce alors même qu'au vu des engagements actuels, le monde semble se diriger vers un réchauffement de plus de 1,5 degré. Le flux des crises semble sans fin.

À chaque nouvelle crise, les décideurs politiques, les entreprises et les citoyens se focalisent souvent sur l'immédiat. Les objectifs sociaux, économiques ou de durabilité à long terme sont souvent les premiers à tomber. Pourtant, il n'est pas nécessaire qu'il en soit ainsi. Je suis fermement convaincu que nous pouvons œuvrer à un avenir meilleur, sans être poussés hors du chemin par le moindre vent contraire. Mais nous devons rééquilibrer nos priorités: l'équilibre entre l'économie et la planète; l'équilibre entre le profit à court terme et la prospérité à long terme; l'équilibre entre l'intérêt personnel et le progrès social. Je pense qu'il existe trois façons de jeter les bases d'un avenir plus juste, plus durable et plus positif.

Penser davantage à demain

Avant tout, l'objectif de chacun devrait être de laisser le monde en meilleur état qu'il ne l'a trouvé — en tant que gouvernement, entreprise et citoyen. Cela semble évident, mais souvent ce n'est pas le cas. Je suis convaincu que les décisions que nous prenons en tant que société seraient fondamentalement différentes si nous nous efforcions plus souvent de garder à l'esprit qu'il s'agit de créer un monde meilleur à l'avenir. Notre perspective sur notre façon de travailler, de vivre, de voyager, de consommer, de produire ou de faire des affaires en serait transformée.

Deuxièmement, pensons davantage à demain et moins à aujourd'hui. Par exemple, la production ou la consommation circulaire peut signifier que nous faisons un peu moins de bénéfice ou que nous payons un peu plus cher nos produits aujourd'hui. Dans le même temps, nous rendons l'avenir plus durable et plus vert. Le bénéfice n'est pas toujours le premier auquel on pense. Cela peut tout aussi bien signifier qu'un politicien ose défendre des mesures impopulaires afin de réaliser des solutions durables. En tant que citoyen individuel, cela peut aussi signifier que nous investissons un peu plus et que nous consommons un peu moins. «Moins, c'est plus» peut sembler être un pas en arrière pour certains, alors qu'il s'agirait d'un grand pas en avant dans la construction d'un monde plus durable. Un monde qui choisit toujours l'ici et le maintenant s'échouera demain.

Troisièmement, investissons dans nos jeunes. Ceux qui veulent laisser un monde meilleur ne le font pas pour eux-mêmes. Ils le font pour les autres et pour les générations futures. Cela exige que nous investissions massivement dans l'éducation de nos jeunes. Nous avons l'obligation de préparer les générations futures à laisser un impact positif dans un monde densément peuplé aux ressources limitées. Quiconque prend cet objectif comme fil conducteur agira différemment — en tant que gouvernement, en tant qu'entreprise et en tant que citoyen.

Axel Smits

Président PwC Belgique

> «Moins, c'est plus» peut sembler être un pas en arrière pour certains, alors qu'il s'agirait d'un grand pas en avant dans la construction d'un monde plus durable.

Comment appliquer cela dans la pratique en tant que pays? Faisons en sorte qu'une vision de l'avenir fasse partie de chaque action, de chaque débat, de nos comportements et décisions politiques. Plus nous parlerons souvent de l'avenir, de notre impact sur l'ensemble des parties prenantes et sur la planète, plus nous intégrerons cette dimension d'avenir dans toutes nos réflexions. Même lorsqu'il s'agit d'une crise.

Évaluer chaque mesure

Pour le gouvernement, cela signifie évaluer chaque mesure en fonction de ses effets à long terme et sur les générations futures. Trop de dépenses, de taxes ou d'actions échoueraient à ce test aujourd'hui. Par exemple, si nous devons creuser encore nos déficits publics, faisons-le de manière à augmenter la croissance future, à accroître la prospérité et à nous mettre davantage sur la voie de la neutralité climatique. Les entreprises elles-mêmes ont à jouer un rôle dans l'instauration d'un changement positif. Par exemple, en se concentrant encore plus sur le long terme et sur les intérêts de la société dans son ensemble. Les consommateurs attendent aujourd'hui des entreprises qu'elles se concentrent moins sur les bénéfices à court terme et davantage sur un avenir durable pour la société. Enfin, et surtout, il y a le citoyen lui-même. C'est lui qui détient les clés. Si chaque citoyen prend un peu plus en compte l'avenir et la durabilité, et adapte son comportement en conséquence, nous irons vraiment très loin.

Progresser dans ces domaines demande non seulement du courage, mais aussi beaucoup d'énergie de la part de chacun d'entre nous. Néanmoins, je suis un optimiste réaliste: je crois que l'avenir sera meilleur que le passé. Ce n'est que lorsque chacun pensera plus souvent à l'avenir que nous pourrons changer le monde et rétablir l'équilibre pour un monde plus positif et durable.

Lu pour vous

Dans un ouvrage écrit à la manière d'un dictionnaire, Alain Zenner revient sur l'histoire originale de Knokke-Le Zoute au travers, notamment d'anecdotes parfois savoureuses.

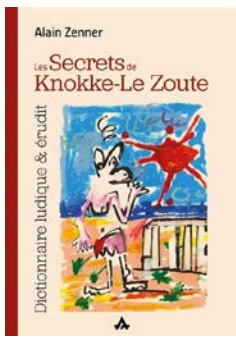
Qui mieux qu'Alain Zenner peut parler de Knokke-Le Zoute? L'avocat et ancien secrétaire d'État MR entretient, en effet, un lien très fort avec la station balnéaire la plus courue du pays. C'est là qu'il a passé toutes ses vacances étant gamin. C'est là aussi qu'il a acheté en 1985, une maison où il se rend pratiquement tous les week-ends.

Dans son dictionnaire «ludique et érudit», Alain Zenner propose de découvrir ce qui fait le charme présent et passé de Knokke-Le Zoute, au gré d'histoires originales et d'anecdotes souvent drôles.

«L'avantage d'un dictionnaire, c'est qu'il se parcourt d'une entrée à l'autre au hasard des découvertes, souvent par sérendipité d'ailleurs, en révélant autre chose que ce qu'on y cherchait, mais en tout cas sans obligation de le lire de A (lain) à Z (enner)», explique l'auteur.

On y apprend ainsi que l'endroit aurait très bien pu devenir un bassin houiller au milieu du XIXe siècle si les fouilles de Paul Lippens avaient permis de retrouver les veines de charbon qu'il était convaincu de découvrir. Quant au Zwin, aujourd'hui un havre de paix, il constituait au XVIe siècle la ligne de front dans la guerre impitoyable entre les Pays-Bas protestants et l'Espagne catholique. Pour les gourmets, Zenner explique comment accommoder les croquettes aux crevettes ou le hareng, injustement sous-estimé.

L'abécédaire évoque aussi bien sûr l'envolée phénoménale de l'immobilier dans ce lieu privilégié. En 1855, Charles-Joseph Serweytens acquit en vente publique 300 hectares de dunes allant de Knokke à Heist pour moins de 50.000 francs. En 2021, le mètre carré se vendait sur la digue au Zoute dans une fourchette allant de 15.000 à 30.000 euros. **J.-P. B.**



«Les secrets de Knokke-Le Zoute», Alain Zenner, éd. Altura, 576 pages 24,99 euros.

L'expert

Arie Van Hoe et Guillaume Croisant, *corédacteurs en chef de la Revue de droit commercial belge*

Sur le chemin parsemé d'obstacles d'un droit des affaires durable

Une société durable présuppose un droit des affaires durable, car c'est précisément le droit qui définit les règles des relations sociales et économiques.

Une carte blanche qui ne fait pas référence à la durabilité est l'exception de nos jours. Les termes anglo-saxons de «sustainability» et d'«ESG» sont sur toutes les lèvres. À juste titre. Un changement de cap fondamental est nécessaire pour relever les défis complexes et interdépendants d'ordre écologique, social et économique auxquels font face nos sociétés. La période difficile que nous traversons montre qu'il ne s'agit pas d'un processus linéaire, et qu'il nécessite des réflexions profondes et difficiles. Cependant, les crises peuvent aussi être le moteur de changements; et de changements pour un mieux.

Une société durable présuppose un droit des affaires durable. Le droit définit en définitive les règles des relations sociales et économiques: la relation entre les producteurs et les consommateurs, les relations mutuelles entre entreprises, la gouvernance de ces dernières, etc.

Contrairement à la réputation de conservatisme dont il est parfois accusé, le monde juridique est bien conscient du rôle moteur qu'il peut, voire doit, avoir dans ce domaine. Des initiatives de plus en plus nombreuses visant à intégrer la durabilité dans l'ADN du droit voient le jour. Un récent colloque sur le droit et la durabilité, rassemblant politiques, régulateurs, magistrats, académiques, avocats et juristes d'entreprises, a ainsi été l'occasion d'observer que le développement d'un droit des affaires durable fait encore face à un certain nombre de défis, caractéristiques d'une période de transition, dont les principaux sont évoqués ci-dessous.

›Les décideurs

Il devrait être attendu du législateur qu'il fixe le cap du droit des affaires durable de manière réfléchie, en tenant compte des intérêts de toutes les parties prenantes dans une perspective à long terme. Cependant, force est de constater que l'hégémonie du, ou des, législateur(s) est aujourd'hui remise en cause. En l'absence d'initiative législative, ou parce que l'initiative législative est jugée insuffisante ou trop tardive, on observe une activité accrue du pouvoir judiciaire. La fameuse affaire Shell aux Pays-Bas, qui a vu les juridictions néerlandaises imposer des objectifs de décarbonisation au groupe pétrolier, en est un exemple frappant. Est-ce le rôle des juges de déterminer la politique climatique des entreprises à la place du législateur? Il s'agit d'une question démocratique fondamentale.

›Les standards communs

Les entreprises sont obligées de communiquer sur de plus en plus d'aspects. Outre les rapports financiers classiques, d'autres externalités (positives ou négatives) doivent être reprises. Pour réaliser ses objectifs et permettre la comparaison, ce reporting nécessite un langage commun. Celui-ci est cependant toujours en cours de développement à différents niveaux (national, européen et international). Les différences actuelles créent une incertitude importante et des risques de «greenwashing».

›Les conditions de concurrence équitables

On le sait, l'UE poursuit un programme très ambitieux dans le domaine de l'écologie et des droits de l'homme. Des obligations de plus en plus poussées sont imposées aux entreprises européennes, mais il est difficile d'en faire de même pour les entreprises tierces. Les optimistes espèrent que l'effet Bruxelles obligera les entreprises non européennes à se conformer aux mêmes obligations (à l'instar des règles du RGPD). Les pessimistes remettent ce postulat en cause. Une chose est sûre: la durabilité sera mondiale ou ne sera pas.

> Contrairement à la réputation de conservatisme dont il est parfois accusé, le monde juridique est bien conscient de son rôle moteur dans le domaine de la durabilité.

›La juridicisation

Les entreprises belges et européennes sont confrontées à un véritable tsunami de nouvelles règles, parfois difficiles à concilier. Des spécialistes de plus en plus nombreux font face au défi de mettre en œuvre celles-ci en pratique dans les processus opérationnels. Ces règles, souvent assorties de sanctions sévères, nécessitent la recherche permanente d'un équilibre réaliste entre la finalité et les moyens. La direction dans laquelle la société et l'économie évoluent est claire. Le droit apportera sa contribution; mais il lui reste encore des obstacles importants à franchir.